

UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉFORME Dans le Comté de Mantes

(DE L'ORIGINE A LA RÉVOCATION)

~~~~~

## THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE  
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE  
*et soutenue publiquement le 5 Mars 1901, à 4 heures*

PAR

**J.-Henry PY**



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

---

1901



LA RÉFORME  
DANS LE COMTÉ DE MANTES  
(DE L'ORIGINE A LA RÉVOCATION)



UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LA RÉFORME Dans le Comté de Mantes

(DE L'ORIGINE A LA RÉVOCATION)

~~~~~

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE
et soutenue publiquement le 5 Mars 1901, à 4 heures

PAR

J.-Henry PY



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

—
1901

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

Examineurs de la soutenance :

M. G. BONET-MAURY, Président de la soutenance.	
MM. BONET-MAURY,	} Examineurs.
J. RÉVILLE,	
J. VIÉNOT,	

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

N° 299

A la mémoire bénie de mon père.

A ma mère.

A Monsieur Jean Bianquis,
ancien pasteur de l'Église Réformée de Rouen.

A Monsieur le professeur Ménégos,
Directeur du Séminaire de la Faculté de théologie protestante
de Paris.

*Hommage de respectueux attachement et de profonde
reconnaissance.*

BIBLIOGRAPHIE

- Archives municipales de Mantes.
Archives municipales de Limay.
Registres des Synodes (Bibliothèque Mazarine, manuscrit 2604).
CHRESTIEN. — Mémoires historiques pour servir aux antiquités de la ville de Mantes. 1730 manuscrit 4031 (Bibliothèque de l'Arsenal).
E. GRÂVE. — Chronique de Mantes. Mantes 1883.
CASSAN. — Statistique de Mantes. Mantes 1833.
Bulletin historique du Protestantisme français (*Passim*).
Th. de BÈZE. — Histoire ecclésiastique.
Henri MARTIN. — Histoire de France, X.
Jean CRESPIN. — Histoire des Martyrs. Toulouse 1889.
H. THOMAS (l'abbé). — Rosny-sur-Seine. Paris 1889.
H. LE CHARPENTIER. — La Ligue à Pontoise et dans le Vexin français. Pontoise 1878.
V.-A. MALTE-BRUN. — La France illustrée. Paris 1882.
AYMON. — Les Synodes nationaux des Eglises Réformées. La Haye 1710.
J. QUICK. — Synodicon in Gallia Reformata. Londres 1692.
G. de FÉLICE. — Histoire des Synodes nationaux. Paris 1864.
P. de FÉLICE. — Les Protestants d'autrefois t. II, Paris 1898.
BENOIST. — Histoire de l'édit de Nantes t. I, Delft 1693.
GUIZOT. — Les vies de quatre grands chrétiens français. Paris 1873.
GOURDAULT. — Sully et son temps. Tours 1878.
L. ANQUEZ. — Histoire des Assemblées politiques des Réformés de France. Paris 1859.
E. DOUMERGUE. — Jean Calvin t. I, Lausanne 1899.
AUZIÈRES. — Liste des pasteurs de France au XVII^e siècle.
id. Les Synodes de l'Île de France.
HAAG. — La France protestante. Paris 1846.
O. DOUEN. — La Révocation de l'Edit de Nantes à Paris. Paris 1894.
BORDIER. — La France protestante.
D. BONNEFON. — Histoire de l'Eglise. Paris 1891 (2^e édition).
-

INTRODUCTION

« Au xvi^e siècle le territoire de Mantes, à plus d'une lieue à la ronde, des deux côtés de la Seine, n'était composé que de plaines et de collines pierreuses et sablonneuses. Il était planté de vignes, sauf dans la vallée de Mantes-la-Ville, où étaient des prairies plantées d'arbres fruitiers, car le terrain n'était pas propre à la culture des grâmes. La ville était alors fort populeuse, quoique petite dans son contour, mais les maisons y étaient ramassées et étroites; les bourgeois étaient presque tous des artisans ou des vigneronns. » Telle est la description que Chrestien ¹ donne de la ville et de ses environs.

Mantes était divisée en deux parties; la ville proprement dite, sur la rive gauche de la Seine, et sur la rive droite, le faubourg de Limay, devenu depuis une commune distincte. Un pont reliait ces deux parties. Mantes resta attachée au culte catholique, Limay, au contraire, opprimé de tout temps sous l'omnipotence de la municipalité, ne pouvait échapper à la loi des minorités. Ce bourg important qu'on qualifiait toujours outrageusement du nom de village, se jeta avec ardeur dans l'opposition religieuse, la seule qui lui fût alors permise. L'introduction de la Réforme eut cependant, comme on le verra dans le chapitre suivant, une cause beaucoup plus élevée que cette que-

¹ Chrestien. *Mémoires historiques*, p. 518.

relle de clocher. Nous adressons ici nos très vifs remerciements à M. E. Grave, Officier de l'Instruction publique, le distingué bibliothécaire de la ville de Mantes, qui a bien voulu nous guider dans nos recherches.

CHAPITRE I

La Réforme dans le Comté de Mantes

La Réforme fit son apparition dans le Comté de Mantes dans la première moitié du xvi^e siècle, et chose inexplicable elle n'eut pas de succès sur la rive gauche de la Seine. Mantes échappa à peu près à son action. « De tous les diocèses de France, dit » Chrestien ¹, je n'en sçay point qui ait été si exempt » que le nôtre et en particulier cette ville de Mante » dans laquelle il ne s'est point trouvé, que je sçache, » aucun particulier taché de cette erreur ; nous en » devons avoir obligation à la vigilance de nos Evêques et à la sagesse, la bonne doctrine et aux bonnes mœurs de notre Chapitre et Clergé de Mante » qui s'est toujours porté à instruire et à édifier tous » nos habitans ».

Mais sur la rive droite de la Seine, dans le Vexin, à Limay, Lianville, Jambville, Gadancourt, Aavernes, Arthies, Wy Joli-Village, la Réforme se répandit rapidement.

La marche en avant de l'Évangile dans la contrée est due à la présence de Calvin qui s'y était réfugié en 1533. Lorsqu'il eut composé pour le Recteur Cop, le fameux discours qui l'obligea à quitter Paris précipi-

¹ Ouv. cit. p. 442.

tamment, Calvin mena plus d'un an, une vie errante et incertaine et c'est au château d'Hazeville, commune de Wy Joli-Village, à 10 kilomètres de Mantes, qu'il se réfugia tout d'abord ¹. Le Seigneur d'Hazeville, qui selon son expression « aimait le novateur parce qu'il lui apprenait du nouveau » le recueillit chez lui. On montre encore dans ce hameau, dit Cassan, un petit pavillon où Calvin travaillait. Il sortait parfois de sa solitude pour prêcher aux habitants des campagnes et il les entraîna par son enthousiasme ². La contrée était très peu fertile, la « situation naturelle du pays, étant un désert des plus affreux et des plus tristes, dans les bois et les fondrières, ne peut inspirer que de l'effroy et de la misanthropie à la plus part du monde qui ne seroit pas sauvage ». C'est depuis que Calvin a habité le château d'Hazeville et les environs où il tenait des conférences avec ses disciples qu'on nomma ce lieu *Enfer*, parce qu'il y avait prêché contre le purgatoire et l'enfer. Il conserve aujourd'hui encore cette dénomination. Après la mort des seigneurs de Gandancourt et d'Hazeville et de Marguerite de la Saus-saye, dame de Boisemont, qui étaient très liés avec Calvin on trouva plusieurs écrits de sa main contre la religion catholique. Tout cela est-il vraiment imaginaire, dit M. Doumergue, auquel nous avons emprunté les lignes précédentes ³ ? Calvin n'aurait-il pas pu passer quelques jours dans le château d'Hazeville et y laisser quelques feuilles remplies de notes ? La tradition populaire est très affirmative quant à la présence de Calvin à Hazeville ; les quelques habitants que

¹ Guizot, *Les vies de quatre grands Chrétiens français*, p. 170, et Bonnefon, *Histoire de l'Eglise*, p. 219.

² Cassan, *Statistique*, p. 179.

³ Doumergue, *Jean Calvin*, I p. 360.

nous avons pu interroger nous même nous l'ont tous confirmée.

La persécution commença de bonne heure, elle suivit de très près l'introduction de la Réforme dans le Comté de Mantes et elle obligea quelques-uns des nouveaux convertis à se réfugier en Suisse pour éviter la mort. Le « Livre des bourgeois de Genève »¹ mentionne le nom d'un certain nombre d'habitants du Vexin : Sire Michiel du Bocs, fils de feu Jehan, de Villard en Arthie (Villers en Arthies, canton de Magny, arrondissement de Mantes), qui reçut les droits de bourgeoisie le 30 janvier 1540, moyennant la taxe élevée de 20 écus, 1 seillot. Les artisans émigrèrent en grand nombre, ils ne se préoccupèrent pas s'ils pourraient vivre à l'étranger et y trouver du travail, ils voulurent avant tout « servir Dieu en repos de conscience ». Parmi ces pauvres mais fidèles disciples de l'Evangile on signale le 15 août 1555, Nicolas de la Fontaine, fils de Jaques, natif de Saint-Gervais-le-Vexin-Français (canton de Magny, arrondissement de Mantes), à qui on ne demanda que 8 écus 1 seillot « eu égard du service qu'il a fait à Monsieur Calvin. »

Pendant la première guerre de Religion un grand désordre éclata à Paris, à cause d'un arrêt du Parlement en date du 18 août 1562, qui décrétait l'arrestation de Coligny et de quelques autres seigneurs huguenots. Les troubles se répandirent de tous côtés autour de la capitale et principalement dans le Vexin où presque toutes les maisons des gentilshommes furent saccagées et où plusieurs meurtres furent commis. Le sieur de Banthelu (à 15 kil. de Mantes), qui avait beaucoup aidé au développement de la Réforme et qui avait contribué à l'établissement des

¹ *Bulletin historique*, 1898 p. 412.

églises dans la région, fut tué, sous ombre de justice, par un parti de deux ou trois cents hommes, conduits par le prévôt de Pontoise, Rosset, qui parcouraient le pays pour prendre et tuer tous ceux qui favorisaient la Réforme. Dans un château voisin, l'un des enfants du sieur de Berti fut assassiné et des domestiques traînés en prison ¹.

Un autre gentilhomme de la région, le sieur de Haudrencourt qui revenait d'Orléans, pour se reposer chez lui, fut assailli dans sa maison, par une compagnie de gens de pied qui conduisaient l'artillerie à Rouen. Il se défendit longtemps contre eux à coups d'arquebuse et de pistolet, bien que sa maison ne fût pas tenable et qu'il s'y trouvât seul avec deux jeunes filles. A la fin il fut contraint par le feu de se jeter par une fenêtre, puis dans la Seine qu'il passa à la nage. Il était sur le point d'aborder sur l'autre rive lorsqu'il fut frappé à la tête par un coup d'arquebuse qui le tua net. Les deux jeunes filles qui étaient avec lui furent dépouillées de leurs vêtements, placées en chemise sur le bateau où était l'artillerie et conduites dans cet état dans les prisons de Vernon, d'où elles furent délivrées le lendemain ².

Les habitants de Mantes s'étaient émus dès le commencement de la guerre et ils poursuivirent les gentilshommes voisins qui étaient de la Religion. La garnison du château de Mézières (à 4 kil. de Mantes) s'opposa à ces incursions, mais il ne paraît pas cependant que cette opposition fut considérée comme sérieuse, car les habitants de Mantes continuèrent à parcourir les environs en pillant et en massacrant tous ceux qui étaient suspects d'hérésie et se jetant même sur les

¹ Crespin, *Hist. des martyrs*, t. III, p. 266.

² Crespin, *Hist. des martyrs*, III, p. 267.

paysans qui allaient au marché. C'est ce qui arriva à un gentilhomme de la maison du Mesnil-au-Bourg, qui bien qu'il ne fut pas Huguenot puisqu'il appartenait à la suite du gouverneur Villarceaux, fut attaqué au moment où il tenait « quelques gros propos » à deux moines du prieuré de Gassicourt (banlieue ouest de Mantes), comme s'il avait été religieux. Il fut accablé de coups, puis traîné en prison, où il mourut presque aussitôt son arrivée, ayant eu le bras coupé pendant cette agression. Un autre gentilhomme, dont nous n'avons pu retrouver le nom, qui, aidé d'un pauvre porte-panier avait essayé de le défendre fut arrêté aussi, massacré et jeté dans la Seine parce que ayant été interrogé, il n'avait pas répondu au gré de ses geoliers. La boutique d'un riche apothicaire, nommé Margas fut pillée et une grande partie de ses drogues brûlées dans la rue parce qu'il était Huguenot. Le gouverneur de Mantes, Villarceaux, impuissant à réprimer ces désordres, fut obligé de quitter la ville et même son gouvernement.

Quelque temps auparavant, un ancien de l'église de Paris, la Faye, s'était retiré à Banthelu avec quelques enfants qu'il instruisait. Il résolut d'aller se réfugier à Orléans, mais arrêté à Meulan (12 kilom. de Mantes) avec ses disciples, on s'enquit de sa foi et il fut condamné à être pendu et étranglé. Il se porta appelant à Paris, mais en route il fut arraché par le peuple d'entre les mains de ceux qui le conduisaient et jeté du haut du pont dans la Seine, puis retiré et remis en prison. On le conduisit enfin à Paris où il fut « flambé d'une étrange façon. » Il mourut avec un grand courage.

Mantes, on le voit, resta très fermement attachée à la religion catholique. En 1568, pendant que les Protestants prenaient encore une fois les armes contre

Catherine de Médicis et les princes Lorrains, et bloquaient Paris, Charles IX fit de Mantes un centre d'approvisionnement pour ses armées. Il comptait sur la fidélité des habitants pour assurer à ses soldats et aux Parisiens, des vivres que les Protestants pouvaient empêcher d'arriver. Ceux-ci, en effet, résolurent de s'emparer de la ville qui, bâtie sur la Seine, presque à moitié route entre Paris et Rouen, était un poste d'observation excellent et la clef des greniers d'alentour¹. Catherine de Médicis, craignant le succès de leur entreprise, se décida à leur offrir une paix honorable à Longjumeau².

Mantes ne joua, paraît-il, aucun rôle actif dans les sanglants événements qui marquèrent d'une empreinte si sombre le règne de Charles IX. Les pages concernant les années 1571 à 1573 ont été arrachées du registre des délibérations de l'Hôtel de Ville de Mantes et nous n'avons pu trouver aucun indice de ce qui se passa dans la ville à cette époque. Nous donnons ici un aperçu de la situation religieuse à Pontoise. Il est probable que dans les deux villes séparées par une faible distance régnait le même esprit. « Il ne paraît pas que la contrée ait eu à enregistrer le jour de la Saint-Barthélémy quelque sanglant souvenir. L'unité religieuse, l'ardente dévotion et l'esprit anti-calviniste expliquent « qu'un » nombre restreint de Huguenots aient pu faire de » notre cité leur séjour ordinaire. C'est sans doute à » cet état de choses qu'est due l'absence dans les souvenirs de cette époque de tout épisode relatif au » massacre des Protestants³. » Nous n'osons espérer

¹ Gourdault, *Sully et son temps*, p. 62.

² *Bulletin historique*, 1874, p. 226.

³ Le Charpentier, *La Ligue à Pontoise et dans le Vexin*, p. 37.

cependant que les catholiques de Mantes, trop soumis à l'influence de Paris, ont contemplé le massacre qui avait eu lieu dans la capitale, sans essayer de le rééditer dans leur ville. Il y avait, vers 1560, à Limay, « une trentaine de familles infestées d'hérésie¹ ». Elles existaient probablement encore en 1572, quel a été leur sort?

Après la Saint-Barthélémy, le roi de Navarre, qui s'était converti sous les menaces de mort et qui était en quelque sorte resté prisonnier de Paris, résolut de s'enfuir et ses partisans formèrent le projet de s'emparer de Mantes. L'affaire échoua à cause de la précipitation de l'un des chefs du complot. Il y a, à la mairie de Mantes, liasse 17, une série de lettres inédites de Charles IX dont nous donnons quelques extraits qui montrent que le roi s'était radouci à l'égard des Protestants.

Dans une de ces lettres, Charles IX informe ses « chers et bien-aimés de Mantes » qu'ils aient « à prendre garde de la seureté de la ville et pont de Mante, faisant faire si bonne garde que s'il y avait entreprinse sur la dite ville et pont ils en puissent empêcher l'exécution et jusques à ce que nous voyons ce que sera de tous ces bruits (afin que) tous nos subjects y puissent vivre en paix et que les dits de la nouvelle opinion puissent cognoistre come nostre droite et sincère intention est de conserver tous nos subjects de l'une et l'autre religion en seureté et repos, soubz nostre obéissance. » Cette lettre est datée du dernier jour de février 1573.

La garnison de Mantes ayant fait quelques prisonniers parmi les amis du roi de Navarre qui avaient voulu surprendre la ville, Charles IX écrivit de nou-

¹ Chrestien, manuscrit cité, p. 429.

veau afin qu'il ne leur fût fait « aucun tort ni déplaisir ». Le 7 mars il ordonna par la lettre suivante de les faire venir à Paris avec les interrogatoires qui avaient été faits à Mantes :

« Chers et bien-aimés, Nous voulons et vous mandons que faciez délivrer es mains et en la charge de celluy que le sr de Fosseze vous dira, les deux personnes qui furent prinsees dernièrement que ceulx de la nouvelle opinion voulurent surprendre Mante. Et par mesme moyen, délivrer aussi les interrogatoires et informations faictes sur ceste occasion. Et retenez seulement ceste présente pour vostre descharge.

» Donné au Faubourg Saint-Honoré-lès-Paris, le VIJ jour de mars mil cinq cens soixante et quatorze. »

Le même jour le roi fit expédier une seconde lettre pour enjoindre à la ville de protéger, en vertu des édits de pacification, quelques seigneurs protestants des environs de Mantes qui promettaient de lui être fidèles serviteurs. C'étaient les seigneurs de Banthelu, de Laporte, de Vaudencourt, de Villers, de Dampoix et de Fontaines. « Vous avez, dit la lettre, à les maintenir et conserver en toute seureté et repos, autant que à vous appartiendra de ce faire, ne souffrir qu'il leur soit faict aucun destourbier, moleste, tort, trouble ne injure et d'autans que nous réputons por perturbateurs du repos publicq et rebelle, ceulx qui s'efforceront les travailler ou offenser. »

Nous n'avons de l'histoire protestante de notre région, sous le règne de Henri III que les quelques faits suivants. En 1585, les Protestants brûlèrent plusieurs églises des environs de Mantes, celle de Jumeauville et celle de Gramchamp où tous les chanoines périrent et où l'un d'eux fut même enterré vif¹.

¹ Cassan, ouv. cité, p. 275.

Les Catholiques ne le cédaient pas d'ailleurs aux Huguenots en fait de fanatisme. En 1587, quelques jours après la bataille de Coutras, l'exaltation était tellement grande à Mantes et aux environs que Sully, qui était alors dans son château de Rosny (5 kilom. de Mantes), fut obligé pour sa sûreté de prendre part aux réjouissances qui eurent lieu pour célébrer la défaite des Protestants. Il n'avait, du reste, obtenu la conservation et la sauvegarde de son château et de ses biens que parce que ses deux frères, Salomon et Philippe servaient dans l'armée de la Ligue¹. Les Mantais auraient dû cependant considérer le respect que Sully avait pour la liberté d'autrui. Les Catholiques qu'il avait à son service ne s'apercevaient de la différence qu'ils faisaient entre eux et les Calvinistes, qu'à l'attention qu'il avait de les obliger à remplir avec la dernière exactitude leurs devoirs de bons catholiques². Nous sommes heureux de voir que l'abbé Thomas, curé actuel de Rosny, a relevé ce fait, qui d'ailleurs ne nous étonne pas de la part de Sully.

¹ Thomas, *Rosny-sur-Seine*, p. 199.

² Ibid., p. 233.

CHAPITRE II

Mantes sous Henri IV

A la mort de Henri III assassiné par le moine Jacques Clément, Henri de Navarre fut proclamé roi de France, par quelques seigneurs catholiques fidèles et par les Huguenots. Abandonné par une partie des troupes catholiques de Henri III, il fut obligé de lever le siège de Paris et malgré son courage il mit quatre ou cinq ans à faire la conquête de son nouveau royaume. C'est à Mantes, à partir de 1590 et pendant les années suivantes, que se traitèrent toutes les grandes affaires et en particulier l'abjuration du roi. Mantes était la place forte la plus rapprochée de Paris et par la Seine il était facile d'y accéder. De plus les deux grands serviteurs du roi de Navarre étaient presque mantais et comptaient de nombreux partisans dans la ville. L'un Sully était seigneur de Rosny et l'autre Duplessis-Mornay avait son château à Buhy à 15 kilomètres de Mantes ¹. C'est ce qui décida Henri IV à résider à Mantes, quand il se fut emparé de la ville après la bataille d'Ivry.

Mantes à la mort de Henri III n'avait pas voulu suivre le parti de Henri de Bourbon parce que ce prince

¹ Il y avait dans le château de Buhy un grand bâtiment dont Duplessis avait fait un préche. Ce bâtiment fut rasé en 1806 par M. de Caylus.

était protestant, elle s'était jetée dans la Ligue et avait reçu dans ses murs le comte de Brissac. Un grand nombre d'habitants qui aimaient le Béarnais et entretenaient une correspondance avec lui et avec Sully conspiraient pour lui livrer la ville lorsque sur ces entrefaites il vint à gagner la bataille d'Ivry, 14 mars 1590. Le jour même de cette bataille, les gens du duc de Mayenne arrivèrent aux portes de la ville, la plupart blessés et mutilés, fuyant en désordre devant Henri IV qui les poursuivit jusqu'à Rosny.

Vers 10 heures du soir, le duc de Mayenne qui avant de partir de Mantes pour aller à Ivry avait dit aux habitants : Ne m'ouvrez pas vos portes si je ne reviens victorieux, se présenta presque seul à la porte de Rosny en criant : « Messieurs de Mantes, nous avons eu bien de la peine. mais ce qui me réconforte, c'est que le Béarnais est mort ¹. » On lui ouvrit, mais il ne fit que traverser la ville et le lendemain Henri IV envoya le maréchal d'Aumont pour la sommer de se rendre. Il y eut alors une émeute, mais le 18 eut lieu une assemblée à Notre-Dame, dans laquelle le curé de Sainte-Croix, Jean Deschamps, parla en faveur du roi avec tant de persuasion qu'on arrêta à l'unanimité que les clefs de la ville lui seraient portées à Rosny ; ce qui fut fait le lendemain et le même jour, 19 mars 1590, Henri IV entra à Mantes. Pendant un des nombreux et courts séjours que fit Henri IV à Mantes à cette époque, il accorda au commencement de juillet 1591 un édit rétablissant les édits de pacification donnés par Henri III. Il déclara que « sa volonté avait toujours été de maintenir l'église catholique, apostolique et romaine en ce royaume, et les droits et an-

¹ Cassan, Ouv. cité, p. 278.

ciennes libertés de l'église gallicane ¹ ». Le 4 juillet il publia des lettres patentes dans lesquelles il protestait contre les bulles monitoires du pape et annonçait en outre son désir de se faire instruire et de tenir la promesse qu'il avait faite de se convertir. Mais à côté de cela le légat du pape, Landriano qui conspirait contre le roi fut décrété de prise de corps par le Parlement.

Malgré les dispositions si favorables du roi à l'égard du clergé, celui-ci le traitait toujours en ennemi, ainsi que le rapporte le « Journal d'un bourgeois de Gisors » édité par H. Le Charpentier. « Le Roy avoit toujours esté dans la ville de Mante, en laquelle on avoit accusé un cordelier du lieu, disant qu'il avoit entrepris de tuer le Roy ; l'ayant fait venir par devant luy, il avoit dit : qu'il n'avoit entrepris cest affaire ; mais que s'il en eust eu la vollonté, il l'eut fait vollontiers. Et sur ce le Roy lui avoit demandé la raison pourquoy ; il lui avoit fait réponse : que ce seroit pour mettre fin aux guerres, et mettre le peuple en repos ; d'autant qu'il ne tenoit qu'à lui que la Relligion Catholique, Appostolique et Romaine ne feust révérée en sa primitive splendeur ; et que la guerre que l'on faisoit contre luy, n'estoit pour autre occasion que pour la Relligion qu'il tenoit. Quoy ayant entendu, le Roy avoit commandé qu'il feust fait mourir. »

Le roi, avait encore d'autres raisons d'en vouloir aux cordeliers, car ceux-ci entretenaient des intelligences avec d'Alincourt, le gouverneur ligueur de Pontoise. Aussi disait-on, après Pâques 1591 que le roi voulait faire abattre et ruiner le couvent des cordeliers, mais il changea d'avis comme étant beaucoup préjudiciable ².

¹ Grave, *Chronique de Mantes*, p. 359.

² Grave, ouv. cité p. 354.

Au mois d'avril 1592 Henri IV fit faire une procession générale par tous les prêtres séculiers et réguliers, à cause du succès de ses armes. Le roi y assista d'une fenêtre de la maison de Château-Poissy (à l'angle de la rue Thiers et de la rue Nationale), Gabrielle d'Estrées était à une autre fenêtre de cette maison. Le roi regarda la procession, la tête nue, bien qu'il ne fût pas encore catholique, cette attitude fit croire que le roi avait changé de religion. « Les plus fougueux prédicateurs de la Ligue montèrent en chaire à Paris à cette nouvelle et ils fulminèrent contre lui : Méchant qu'il est, dit Aubry, curé de Saint-André-des-Arts, je sais qu'il chantait des psaumes pendant que la procession passait. On vous dit qu'il est catholique et qu'il ira à la messe : Eh ! mes amis, les chiens y vont bien ! ¹ »

Au mois de mai 1592, Sully qui avait perdu sa première femme, se maria à Mantes avec Rachel de Cochefichet, fille du Seigneur de Chateaupars ².

La duchesse de Bar, Catherine de Bourbon, sœur de Henri IV vint à Mantes le 7 mai 1593 ; elle présida au Conseil et fit prêcher publiquement dans la ville ³. Le roi n'était pas encore catholique, mais nous avons déjà vu qu'il songeait à le devenir. Les pasteurs qui le voyaient hésitant, essayaient de raviver sa foi. Le 9 mai Henri IV assista au prêche de Gabriel Damours qui était son chapelain particulier et qui à ce titre exerçait un double et périlleux emploi ; il devait prêcher le prince et le suivre dans les batailles. Quand la charge commençait : Damours s'écriait le roi, chante le psaume ! et Damours de sa voix de tonnerre

¹ Grave, ouv. cité p. 361, d'après Lestoile.

² Gourdault, *Sully et son temps*, p. 62.

³ Grave, ouv. cité, p. 370.

entonnait le psaume des batailles : Que Dieu se montre seulement ! L'héroïque aumônier termina sa psalmodie de guerre à Ivry et sa prédication de cour à Mantes. Ayant appris que son maître devait prochainement abjurer il monta en chaire devant lui et non moins ferme qu'aux combats d'Arques et d'Ivry, avec une grande hardiesse et véhémence, il menaça le roi du jugement de Dieu, le cardinal de Bourbon et d'O vinrent trouver Henri IV pour le prier de châtier l'insolence de Damours. Mais Sa Majesté baissant la tête sans leur répondre autre chose leur dit à tous deux ? Que voulez-vous ? Il m'a dit mes vérités ! Puis les larmes aux yeux, il congédia Damours, et, la moquerie sur les lèvres il suivit le cardinal Duperron, son compère à Saint-Denis, sépulcre de son âme avant de l'être de sa cendre ¹.

Pendant ce temps les royalistes s'efforçaient de porter le roi à se convertir. Les évêques et les docteurs des deux partis s'étaient réunis définitivement le 5 mai à Suresne. Schomberg et Révol partirent pour Mantes où était Henri IV. Le roi avait pris son parti, le 15 mai il annonça à son conseil qu'il était résolu à mander auprès de lui un certain nombre d'évêques et de théologiens, afin d'aviser au bien de la religion et de l'Etat, et qu'il allait réunir à Mantes une assemblée des grands du royaume. En même temps il autorisa les Réformés à tenir une assemblée générale. Il voulait se séparer le plus doucement possible de ses anciens coréligionnaires « desquels il avoit tiré le sang et la substance et qui l'avoient apporté sur leurs épaules du deça de la rivière de Loire » comme ils le lui rappelaient avec tristesse et amer-

¹ *Bulletin Historique* 1866 p. 446, d'après Lestoile et Grave, ouv. cité p. 370.

tume. De plus il avait un immense intérêt à les calmer afin de faire tomber les projets de république protestante ¹.

Le 18 mai les lettres de convocation furent expédiées à divers prélats et docteurs, pour le 15 juillet. Henri IV ne manda aucun ministre protestant pour discuter contre les catholiques. Duplessis-Mornay, avait rêvé un débat sérieux, lorsqu'il avait la main dans les négociations, mais maintenant que les chefs réformés voyaient bien que « l'instruction » serait de pure forme, ils souhaitaient eux-mêmes qu'on évitât une controverse où la défaite de la vérité était résolue d'avance ².

A la fin de mai, les ministres protestants revinrent à la charge. Henri les rassura et leur dit que quand même il dût se convertir, ils n'avaient rien à craindre pour la liberté de leur conscience. « J'entre dans la maison non pour y demeurer, mais pour la nettoyer ; je ne vous ferai pire traitement que j'ai toujours fait jusques à aujourd'hui. Priez Dieu pour moi et je vous aimerai ³. »

Au mois de juillet le roi transféra de Mantes à Saint-Denis, où il arriva le 12, l'assemblée convoquée pour son « instruction ». De là il fit une excursion à Mantes le 18 juillet. C'était un dimanche le roy alla publiquement au prêche pour la dernière fois (ainsi qu'il le dit lui-même) et là « M. de La Faye prescha et parla bien à luy, ayant pris thème exprès propre à ce sujet ⁴. » Ce fut un sermon dans le désert. Le 23, Henri IV écrivit à sa maîtresse la marquise de Mon-

¹ H. Martin, *Histoire de France*, X, p. 313.

² H. Martin, *Histoire de France*, X, p. 314.

³ Grave, ouv. cité p. 370.

⁴ *Bulletin historique*, 1856, p. 263.

ceaux. « Ce sera dimanche que je fairay le sault périlleux. » Deux jours après, le 25 juillet 1593, il abjura dans la cathédrale de Saint-Denis. Comme le lui avait dit Damcours, il n'avait pas faute de science, mais faute de conscience¹.

Les Huguenots s'attendaient à voir le roi acheter son pardon du pape et de l'Espagne en tournant ses armes contre ses anciens amis. Duplessis-Mornay lui-même manifestait dans sa correspondance les plus sinistres prévisions. Henri IV lui écrivit pour le rappeler auprès de lui. Les Huguenots n'ayant pas envoyé de représentants à Mantes et à Saint-Denis, il les autorisa à tenir une assemblée générale à Mantes et à nommer des députés chargés de débattre auprès de lui les sûretés de leur religion. La plupart des Réformés auxquels le passé avait appris à ne point se fier entièrement à la parole du roi adoptèrent toutes les mesures nécessaires pour parer aux éventualités d'une nouvelle lutte. Ils profitèrent de l'Assemblée générale que le roi avait convoquée lui-même et à laquelle ils tenaient d'autant plus que Henri voulut la contremander. Duplessis-Mornay insista tellement cependant qu'elle finit par avoir lieu². Elle s'ouvrit le 8 novembre 1593 et se termina le 9 décembre suivant. La formation des cahiers des demandes, l'un pour les faits généraux et l'autre pour les faits particuliers, exigea ainsi un travail d'un mois. Les procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée se trouvent à la Bibliothèque Mazarine, manuscrit 2604. Ils seraient trop longs à transcrire ici, nous nous bornons à en donner quelques extraits dans l'Appendice.

¹ H. Martin, ouv. cité, p. 326, 327.

² Anquez, *Histoire des Assemblées politiques*, *passim*.

L'Assemblée fit connaître au roi l'inégalité criante qui existait entre le traitement accordé à l'Eglise romaine et celui accordé à l'Eglise Réformée. Elle appuya surtout sur la nécessité qui existait pour les Protestants d'avoir des cimetières particuliers et supplia le roi de subvenir lui-même à l'entretien des pasteurs, puisqu'il obligeait les Huguenots à payer la dime au clergé.

L'Assemblée avait terminé ses travaux depuis trois jours quand le roi arriva à Mantes. Henri IV dit aux Réformés qu'il était venu pour recevoir les requêtes de la Compagnie et pour lui certifier que sa conversion n'avait pas altéré l'affection qu'il portait à ses sujets de la Religion. Il ajouta que les rebelles se montrant généralement enclins à la paix, il avait voulu qu'elle se conclut en sorte et en présence des Protestants afin qu'ils fussent bien convaincus que rien ne se ferait à leur préjudice.

Henri IV essuya leurs plaintes et leurs reproches qui ne manquaient ni de force ni de hardiesse, il leur fit de belles promesses, comme toujours. Il écouta le président Feydeau qui portait la parole pour eux, reçut les cahiers de Demandes et chargea son chancelier de les examiner, puis il fit espérer aux Huguenots qu'il leur donnerait contentement.

Sur l'invitation du roi, l'Assemblée chargea six de ses membres de se rendre à Vernon où la Cour résidait alors. Ils revinrent à Mantes au bout de huit jours annonçant que le chancelier de Bellièvre leur avait déclaré qu'il ne serait fait droit à leurs demandes « tant justes et raisonnables » qu'elles fussent que quand l'autorité du roi serait raffermie dans le royaume et qu'il leur conseillait de se contenter de l'Edit de 1577.

Transférée à Meulan, l'Assemblée y resta deux jours

seulement, 23 et 24 décembre, puis elle revint à Mantes où elle siégea jusqu'au 23 janvier suivant.

Le 25 décembre les Huguenots présentèrent au roi une requête¹ qui résumait les demandes des Cahiers de Remontrances. Le roi reçut bénévolement les Conseillers protestants, mais ne se relâcha sur aucun article². Henri IV savait bien que les Religionnaires étaient ses meilleurs amis, les seuls qui ne se tourneraient pas contre lui dans la mauvaise fortune. A cause de cela il les négligeait ou les traitait mal, quand il entrait en arrangement avec les Catholiques. En présence du refus du roi, l'Assemblée ne put prendre qu'une mesure : ce fut de dresser un formulaire du serment que tous les membres des Eglises seraient à l'avenir tenus de faire, puis elle se sépara³. Les Synodes nationaux tinrent à faire adhérer toutes les Eglises de France à ce serment et en particulier le Synode de Montauban, en 1595, décida que l'Union faite à Mantes serait jurée par toutes les Eglises en corps de ville ou au Temple, selon que cela serait jugé plus convenable⁴. Le résultat fut si peu considérable qu'un autre Synode général, celui de Montpellier, en 1598 revint à son tour à la charge et menaça de peines disciplinaires ceux qui n'observeraient pas l'Union jurée à Mantes parce que les Eglises n'avaient pas obtenu tout ce qui était nécessaire pour la liberté du culte, le jugement de leurs causes et la sûreté de leurs vies, faute d'une bonne union⁵.

Le 7 décembre 1593 avait eu lieu dans la maison du

¹ Voir à l'appendice.

² Benoist, *Histoire de l'Edit de Nantes*, I, p. 108, et Anquez, ouv. cité, *passim*.

³ Anquez, ouv. cité, p. 59.

⁴ Aymon, *Les Synodes nationaux*, I, p. 181.

⁵ Ibid., p. 223.

gouverneur Salomon de Rosny le duel théologique connu sous le nom de *Dispute de Mantes*. Les adversaires en présence étaient Michel Bérauld, un moine devenu protestant et professeur à l'Académie de Montauban, et Jacques Duperron, un protestant devenu catholique et que Henri IV nomma évêque d'Evreux¹. Duperron arriva comme assuré de la victoire. La Dispute roula sur la suffisance de l'Ecriture et sur l'interprétation de 2 Timothée iv, 3². Cette conférence n'eut aucun résultat, car il n'y a pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre.

¹ *Bulletin historique*, 1866, p. 446.

² Benoist, *Histoire de l'Edit de Nantes*, p. 112.

CHAPITRE III

Le Temple et les Pasteurs

C'est à Avernes près de Mantes que fut construit le plus ancien temple de France ¹, vers 1563 ². C'est par erreur que M. Grave ³ indique l'établissement d'un temple à Limay, rue du Prêche, vers 1560 ; il confond avec celui qui fut bâti après l'Edit de Nantes. Pour Chrestien ⁴ ce fut à la faveur du traité de Longjumeau « qu'il fut estably un prêche dans notre village de Limay. Je ne retrouve point, dit-il, l'année qu'il fut estably et si ce fut sous Charles IX ou comme quelques-uns le disent dans les premières années de Henri IV lors de l'Edit de Nantes ». Avant l'Edit, le culte se célébrait, sans cloche, dans quelque mesure ou grange à l'extrémité du faubourg ⁵. Il nous a été impossible de savoir s'il y eût un temple à Mantes même, ou si le prêche de Limay porta dès son origine le nom de temple de Mantes. Une note du Bulletin historique ⁶ semblerait établir qu'il existait un lieu de culte à Mantes : par la publication de l'édit de Nantes, dit la

¹ Douen, *La Révocation de l'Edit de Nantes à Paris*, I, p. 256.

² Doumergue, *Calvin*, t. I, p. 360.

³ Grave, ouv. cité, p. 324.

⁴ Chrestien, ouv. cité, p. 429.

⁵ Appendice, p.

⁶ *Bulletin Historique*, 1866, p. 446.

note, le temple fut relégué à Limay, perdu dans le quartier des jardins. Ce temple fut construit à une date que nous ignorons, grâce à l'influence de Sully. C'était un ancien cellier vaste et solidement voûté¹. Il garda cependant le nom de prêche de Mantes, car Louise de Coligny, princesse d'Orange, écrivait à sa belle-fille le 24 avril 1599 : « Au retour d'un petit voyage, je fis la Cène à Mantes le jour de Pâques². » En 1640, le père Véron, dont nous parlerons plus loin demanda la démolition du temple de Limay ; il l'aurait peut-être obtenue, si des envoyés trop zélés du clergé n'y avaient mis le feu. Les protestants purent éteindre l'incendie et l'on n'osa pas recommencer car on craignait l'influence de deux protestants : le maréchal de la Force et le maréchal de Châtillon.

A l'époque de la Révocation, le pasteur résidait à Banthelu, dont il était l'aumônier. Il venait à Limay une ou deux fois par mois et les autres dimanches c'était un menuisier ou un jardinier qui célébrait le culte. Le temple devait être démoli au mois de novembre 1598.

Voici les noms des quelques pasteurs de Mantes et d'Avernes que nous avons pu retrouver dans les listes d'Auzières. Nous regrettons vivement les lacunes du tableau chronologique suivant :

<i>Eglise de Mantes</i>		<i>Eglise d'Avernes</i>	
1572 à ?	Jean de Liévin, dit de Baulieu, pas- teur du Vexin français.		
1583 à ?	Matthieu Virelle.	1601-1620	Jean Liévin, sieur de Beaulieu.

¹ Malte-Brun, *Seine-et-Oise*, p. 118.

² *Bulletin Historique*, 1871, p. 488.

1603-1623 Isaac Chorin.

1633-1637 Benjamin Tricotel.

1649-1667 David Billot.

1669 à ? Gasselin.

1677-1681 Philippe Chenevix.

1679-1681 David Billot.

Jean Liévin, dit de Beaulieu, ministre du Vexin français lors de la Saint-Barthélemy, se refugia à Londres ¹ en 1572 et 1573. C'est peut-être lui qui fut pasteur à Avernès de 1601 à 1620 et l'auteur de l'Evangile de Rome ².

Matthieu Virelle fut modérateur adjoint du Synode national de Vitré en 1683.

Benjamin Tricotel, de Beauvais, commença ses études de théologie à Genève en 1619 et les termina en 1622 à Sedan après avoir soutenu trois thèses ³.

Gasselin fut nommé pasteur à Mantes par le Synode général de Charenton en 1669 ⁴.

Philippe Chenevix et sa femme Anne de Boubers laissèrent deux de leurs filles aux soins de leur cousin Monginot et se retirèrent en Angleterre lors de la Révocation de l'Edit de Nantes. Leurs biens furent donnés en 1708 à leurs neveux, nouveaux catholiques ⁵.

David Billot étudiait à Sedan en 1641. Après la Révocation, il chercha un refuge en Hollande. Il mourut à Amsterdam le 10 septembre 1693 ⁶.

Les fidèles de la paroisse de Mantes n'étaient pas très zélés ; au procès-verbal de presque tous les synodes provinciaux, on trouve le nom du pasteur suivi

¹ *Bulletin Historique*, 1858, p. 190 en note.

² Bordier, *La France protestante*, t. II, p. 29.

³ Haag, ouv. cité, IX, p. 421.

⁴ *Id.*, VII, p. 119.

⁵ *Id.*, III, p. 437.

⁶ Bordier. ouv. cité, II, p. 564.

de la mention « sans ancien », aussi le Synode de Charenton en 1679 censura-t-il l'église de Mantes pour n'avoir pas envoyé de délégué laïque et pour n'avoir pas obéi en cela aux ordres du précédent Synode¹.

En parcourant les procès-verbaux des Synodes d'Aymon et de Quick nous avons trouvé le fait suivant que nous rapportons ici, mais en avouant que nous ne le comprenons pas très bien. Le roi accordait pour l'entretien des pasteurs, des subsides à chaque Synode national et celui-ci devait les répartir selon les charges des provinces. En 1603 au Synode de Gap, les députés de l'Ile de France se plaignirent de ce que, sur la somme qui leur avait été allouée par le Synode précédent (Gergeau 1601) on avait retranché 500 écus en faveur de deux pasteurs de la province. Le pasteur de Mantes Chorin, était l'un des favorisés. La Compagnie jugea que « c'était de dangereuse conséquence que quelques pasteurs fussent ainsi préférés aux autres » et elle enjoignit à Chorin, « sous peine de très forte censure, de ne tirer le paiement de sa pension par une autre voie que celle de l'Ordonnance des autres églises² ». Cependant pour le soulager elle accorda en sa faveur une portion supplémentaire à l'Ile de France dont les délégués trouvèrent quand même le subside insuffisant, car ils réclamèrent de nouveau au Synode de la Rochelle 1607, qui leur alloua 5 portions pour subvenir aux besoins des églises de Mantes (et de Fontainebleau) mais en enjoignant aux pasteurs de se contenter des gages ordinaires de leurs collègues de la même province³.

Au Synode national suivant « sur la plainte conti-

¹ Auzières, *Les Synodes de l'Ile de France*.

² Aymon ouv. cité I, p. 285.

³ *Id.* I, p. 335.

nuée par la province de l'Ile de France, de ce que par le commandement du duc de Suilli (Sully ?) le ministre de Mantes reçoit 250 écus sur les portions adjudgées à la province, la Compagnie ordonna que le Synode « remonterait derechef à Chorin ce qui est son devoir afin qu'il s'y range¹ ». Elle lui accorda malgré cela une nouvelle portion supplémentaire. Chorin touchait ainsi 4 portions et demie.

Le Synode de Gergeau avait cependant décrété que la subvention due à chaque pasteur serait désormais payée par tête, en sorte que plusieurs églises desservies par un seul ministre ne seraient comptées que par une seule église. Il résulterait donc des demandes supplémentaires de subsides que nous venons de signaler, que Chorin aurait eu deux églises à diriger et que l'allocation ordinaire n'étant pas suffisante, il avait besoin d'un supplément de traitement. Or d'après la liste des pasteurs d'Auzières, ce n'est que beaucoup plus tard que le pasteur de Mantes eut à desservir la paroisse d'Avernes. A cette époque 1603 à 1609 il y avait également un pasteur à Avernes, c'était Liévin de Beaulieu ; c'est ce qui fait que nous ne comprenons pas pourquoi Chorin demandait des subsides extraordinaires. Nous ignorons quel était le montant de la « portion » mais il semble que Chorin abusait de ce qu'il était le pasteur de Sully pour se faire allouer une indemnité extraordinaire.

¹ Aymond, ouv. cité, I, p. 385.

CHAPITRE IV

La Persécution et la Révocation de l'Edit de Nantes à Mantes

L'Edit de Nantes, signé en 1598, apporta un apaisement général en France, mais si les partis étaient désarmés, la confiance ne fut que modérée. Les protestants qui formaient la minorité, restaient inquiets et non sans cause. Les catholiques, qui avaient été domptés par l'énergique volonté de Henri IV, ne voyaient pas sans une sourde colère, les libertés et les faveurs accordées à leurs adversaires de la veille. Tant que Henri IV vécut et tant que Sully fut gouverneur de Mantes, la paix fut assurée et les protestants purent sans crainte se livrer au libre exercice de leur culte. Le poignard de Ravaillac vint tout remettre en cause, il fut, pour ainsi dire, la première lacération que subit l'Edit de Nantes et le premier pas fait vers la Révocation.

Limay comptait 80 familles protestantes¹, le seizième de la population de Mantes². L'attaque contre la liberté religieuse des habitants commença dès 1614 et dura plus de soixante-dix ans. Un des premiers actes

¹ *Bulletin historique* 1889, p. 553.

² Cassan, ouv. cité, p. 178.

fut l'établissement des capucins au cœur même de la paroisse protestante et pour bien marquer les intentions on voulut les placer le plus près possible du Prêche. Les Réformés protestèrent, ils écrivirent à Marie de Médicis qui leur donna gain de cause. Cassan¹ cite à cet effet une lettre du journal manuscrit des pères capucins de Limay.

« Le samedi, veille de Quasimodo, comme nous estions tous avec le révérend père Léonard à dîner chez M. Fleurette, chanoine; M. Camus, greffier du bailliage du présidial, nous vint faire lecture d'une lettre de cachet de la royne-mère, pour lors régente, adressante à Messieurs de la justice, où Sa Majesté leur commandoit de nous défendre de sa part, de bastir un couvent aulieu désigné à Limay, sur ce que Sa Majesté avoit esté avertie de ceux de la religion prétendue qui s'opposoient à nostre establissement; que la place qu'on nous vouloit donner estoit si proche, qu'il y pourroit arriver souvent de la remeur de sédition entre les catholiques et les prétendus réformés, les uns allants aux Capucins et les autres au presche. »

Malgré l'ordre formel de la reine, les capucins passèrent outre et leur couvent fut bâti dans le voisinage immédiat du prêche. On arguera plus tard de cette proximité du temple pour le faire démolir.

Déjà sous le règne de Henri IV de fréquentes missions catholiques furent envoyées de Rouen à Limay. On commença par des essais de persuasion, en attendant l'heure prochaine de la persécution, puis celle de la suppression violente. Les taquineries systématiques précédèrent la force abusive. En 1605, le frère Pierre Lalenne, avait dans une prédication, proféré

¹ Cassan, ouv. cité, p. 178.

en pleine chaire contre le ministre Chorin et contre sa femme, les outrages les plus sanglants. La violence de ses expressions prouve que c'était un digne émule des prédicateurs de la Ligue; aucun mot grossier ne le gênait.

Il y eut aussi une conférence à Limay au mois de juillet 1610. Elle eut lieu entre Beaulieu, ministre au Plessis-Marly et François de Harlay de Campvalon, abbé de Saint-Victor et depuis archevêque de Rouen. Le sujet de la conférence fut l'établissement du sacrement de l'eucharistie. Beaulieu arriva à Limay le 8 juillet et disputa deux jours après avec l'abbé de Saint-Victor¹. Nous ne connaissons pas le résultat de cette conférence, mais il doit être négatif, comme cela arriva presque toujours.

Quelques années plus tard une autre conférence eut encore lieu à Mantes en 1619 entre le ministre de Limay, Chorin et le père François Véron de la Compagnie de Jésus. Le père Véron était curé de Charenton et s'était acquis une sorte de réputation par ses controverses contre les protestants. Il avait l'habitude d'assister au prêche pour mieux combattre les ministres. Il a publié cette dispute. La discussion qui eut un certain éclat eut lieu chez le lieutenant-général Le Couturier. Chorin argumenta pendant deux jours sur la question de la Cène. D'après Chévremont, cité par Grave², le père Véron aurait convaincu Chorin, « de n'avoir aucun texte en forme expresse dans la Bible » sur la question de la Cène, ni même aucun dont on » put tirer aucune conséquence favorable pour la profession de foi réformée et pour donner assurance de » la vérité de la Réformation, de la part de Dieu et non

¹ Grave, *ouv. cité*, p. 413.

² *Ibid.*, *ouv. cité*, p. 413.

» des hommes qui sont fautifs. » Il suffit d'avoir lu les Evangiles pour se rendre compte de ce qu'il y a de fondé dans cette assertion par laquelle on peut juger de la valeur de la suivante. « Chorin prit la fuite et laissa la victoire au père Véron. »

Isaac Chorin qui était le gendre de Beaulieu, dont il a été question plus haut, devint plus tard pasteur à Sedan où il a publié en 1623 une « Réfutation de la nouvelle méthode ou art qu'enseignent et professent les jésuites de cour et quelques modernes docteurs de la religion romaine pour disputer contre ceux de la religion réformée ¹ ». Il était bien qualifié pour éditer cet ouvrage.

D'ailleurs il n'était pas toujours possible de répondre par écrit public aux attaques du clergé. Cela pouvait coûter cher au téméraire qui l'osait et c'est ce qui arriva à Benjamin Tricotel. Il eut étant ministre à Avernès en 1633, au sujet de la conversion d'une demoiselle de Monbigne, un pourparler avec le curé Gabs Ferrand qui en a rendu compte (Paris 1633 in 8°)². Nous ignorons ce que fut cet entretien, mais ce que nous savons c'est que, en 1664, Tricotel étant alors pasteur à Calais fut provoqué publiquement par un nommé Amblat et lui fit une « Réponse » publiée à Leyde en 1664. Au lieu de répliquer, Amblat déféra Tricotel aux tribunaux qui condamnèrent l'écrit du ministre à être brûlé par la main du bourreau comme contenant plusieurs choses injurieuses à la religion catholique ³.

En 1621 il y eut un Synode à Limay. Il y a à ce sujet une longue délibération à l'hôtel-de-ville de Mantes

¹ *France protestante*, t. III, p. 452.

² *Ibid.*, IX, p. 421.

³ Haag, ouv. cité, t. III, p. 421.

que nous nous contenterons de résumer ¹. Le 5 mai de cette année 1621, sur les 5 à 6 heures du soir Maître Nicolas Lemasson, avocat au Parlement et maire de la ville, en compagnie de messieurs Cailly et Faroul, eschevins, était allé en forme de promenade dans le village de Limay : ils aperçurent plusieurs personnes de « nouveau arrivées » et qui leur étaient totalement inconnues. Ils apprirent que ces inconnus, fort nombreux, étaient des gens faisant profession de la religion prétendue réformée et ils en conclurent « qu'ils auroient esté desputez de divers lieux pour venir et assister à quelque assemblée en conséquence de sinode ou consistoire selon que le bruict bien qu'incertain auroit esté auparavant. » La « forme de promenade » à Limay n'était donc pas fortuite ; elle avait été décidée auparavant. Ayant appris ce qu'ils voulaient savoir les 3 échevins revinrent à Mantes et le maire était à peine rentré chez lui qu'il reçut la visite de Toussaint Deschamps « maistre étaimyer » l'un des rares protestants de Mantes et probablement l'un des bourgeois les plus considérables de la ville puisqu'il était maître de la corporation des potiers d'étain. Deschamps venait informer le maire que le ministre Chorin avait, dans la même journée, informé le lieutenant général du baillage, M. Jehan Le Couturier, de l'arrivée des délégués protestants. Le lendemain dès sept heures du matin, Lemasson était déjà en conférence avec les échevins Gervais, Bonnineau et Faroul, quand « quatre particullyers dont le noms et conditions leur étaient inconnus, se présentèrent en la compagnie d'un sieur de La Casequaudière » ils venaient à leur tour infor-

¹ M. Grave a fait à ce sujet un article dans le « *Petit Mantais* » en 1895.

mer le maire de la tenue du Synode et le prier qu'il ne lui fut porté ni trouble ni empêchement. Lemasson leur demanda s'ils avaient une permission du roi et sur la réponse qu'ils firent qu'ils n'en avaient pas besoin puisque l'édit de Nantes reconnaissait aux protestants le droit de s'assembler pour tenir leurs consistoires, colloques et synodes sans la permission du roi ¹, le maire les informa qu'il en conférerait avec le Procureur du roi. L'humeur vétilleuse de la municipalité se révéla alors. Elle décida de se rendre à Limay pour interpellier le ministre et tout le Synode et là si les délégués protestants ne pouvaient montrer une permission du roi, on enverrait « auprès de Monsieur le Grand Maître de l'artillerie de France, marquis de Rosny et gouverneur de Mantes pour l'aviser de ce qui se passait à Limay et savoir de lui ce qu'on devait faire en cette occurrence. Puis on prierait les protestants de suspendre leurs délibérations. » Les pasteurs répondirent que puisqu'ils restaient dans les termes de l'Edit », ils ne cesseraient point de délibérer ni de traiter leurs affaires, ne pouvant retarder qu'à grands frais, qu'au surplus ils ne voyaient aucun inconvénient, d'envoyer aucunes personnes notables devers le Sieur Grand Maître. On envoya à Sully qui était à Paris M^e Robert Louytre, receveur de la ville et après une nouvelle course à Limay, on obtint du Synode qu'il cessât de délibérer, mais pour 24 heures seulement. Passé ce temps, si aucune réponse ne venait de Sully, la conférence reprendrait ses travaux et traiterait ce pourquoi elle était convoquée. Sully fit une réponse assez évasive, que mentionne le registre des délibérations et dans laquelle il n'est nullement question de Synode et de la permission nécessaire ou

¹ Article 34 des articles particuliers.

non pour le tenir. Il est donc probable que les protestants continuèrent à délibérer, rien ne fait prévoir le contraire.

A la même époque le registre des décès de l'Eglise Notre-Dame, paroisse de Sainte-Croix, fait mention d'une conversion in extremis, c'est celle d'un homme qui fut frappé d'une congestion, peut-être par manque de sobriété !

Juillet 1621.

Michel Guillet bourgeois de Mantes, qui avoit esté hérétique par l'espace de vingt-neuf à trente ans, ayant le dimanche quatrième de juillet fait la prière au prêche de Limay estant de retour à sa maison après avoir disné fut prins d'une maladie qui le pensa estouffer, mais estant un peu revenu, fut interrogé par le père Gabriel capucin, sur sa religion, par M. Robert Farey sur la croyance qu'il avoit du salut des âmes de ses père et mère et de feu sa femme, auquel il faict responcé qu'il croit qu'ils estoient bien heureux. Le lendemain par monsieur le doyen, par monsieur le curé, par monsieur Martin et monsieur le vicaire de Saint-Maclou et aussy par la particulière assistance et prière de Elizabeth Guillet sa fille, lesquelz tous ensemble, l'ont réduict à la foy catholique, ayant luy mesme de bon cœur renoncé et abjuré son hérésie et l'a signée par deux fois, en la présence de deux cens personnes qui ont tous signé avec luy, et les dits sieurs et tous ses enfans et luy mesme demanda plusieurs fois le Saint Sacrement de l'autel qu'il receut le jour de mardy siz^e dud. mois et le mercredy demanda le Saint Sacrement de l'extrême onction, par plusieurs fois, lequel il recéut fort honorablement au contentement de toute la ville.

En 1621 également, le blé fut cher et le commerce

fut anéanti. A cause de la révolte de Rohan et des protestants dans le midi de la France, on fit défense, à la foire de la Toussaint, à toute personne d'enlever du vin du marché, parce qu'on craignait qu'on en enlevât pour munir les villes rebelles. Les Réformés de Mantes n'en purent acheter plus d'un muid, ce qui coupa pied au commerce ¹.

La persécution ne tarda pas à prendre un caractère plus douloureux. Le clergé suppléa au gouvernement civil de Mantes qui n'était pas trop violent à l'égard des protestants et qui craignait surtout de se mettre en contravention avec les édits. Les conférences contradictoires furent remplacées par les dragonnades ; après mille entraves apportées à l'exercice de leur culte et après des années de persécution soufferte pour leur foi, les protestants n'eurent d'autre alternative que l'abjuration et l'exil.

Un *état du 1^{er} novembre 1685* ² donne les NOMS DES PROTESTANTS de Limay.

Nathanaël DELABORDE et sa femme, vigneron et jardinier.

Pierre DELABORDE, sa femme et trois petits enfants, jardinier.

Jean DELABORDE, sa femme et deux petits enfants.

Simon COLSON et sa femme, mercier et quatre enfants.

Justine AUVACHE, veuve de Daniel Jon, jardinière.

Madeleine DE COTTE, jardinière.

Rachel AUVACHE, fille majeure, jardinière.

Nicolas BROU, vigneron, sa femme et quatre enfants.

La veuve Pierre DORCELLE, menuisière et six enfants.

¹ Grave, ouv. cité p. 415.

² Appendice.

Pierre COLSON, compagnon tonnelier, sa femme et trois enfants,

Jean HERVOT, mercier, sa femme et un enfant.

René AUVACHE, boutonnier, sa femme et cinq enfants.

La femme d'Abraham Colson et ses deux filles qui sont demeurées dans l'opiniâtreté de lad. religion après la conversion du dit Colson son mary et deux petit garçons aussy leurs enfants.

Il y avait donc au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes, treize familles protestantes, elles passèrent au catholicisme sous la pression des persécuteurs. Nous avons retrouvé dans les registres de l'état civil de Limay les conversions forcées plutôt que sincères qui se firent alors. Nous les transcrivons dans l'appendice.

Elles commencèrent de bonne heure. Déjà le 7 novembre 1583 nous trouvons la conversion d'un vieillard de soixante ans, NICOLAS BROUS, puis, le 15 février 1684, celle d'ABRAHAM COLSON avec ses deux fils, Jacques et Nicolas, ils furent baptisés le 18 et le 21 l'abjuration d'un soldat de passage à Mantes, *Jean Buisson*. Ce n'était qu'un prélude ; après la Révocation, les conversions se précipitèrent. Le 9 novembre 1685, il y en eut trente-cinq ; le 22 il y en eut quinze et le 27 dix, soit un total de soixante abjurations en moins de trois semaines. Une vieille femme de soixante-dix-neuf ans, MARIE OGRIL, et son petit-fils âgé de vingt-deux ans, seuls étaient demeurés fermes, ils succombèrent à leur tour le 24 janvier 1686. L'Eglise de Mantes avait vécu.

Ces abjurations ne doivent pas nous étonner, ce sont celles de personnes absolument illettrées ou d'enfants très jeunes. Les actes d'abjuration ont presque tous des croix ou des signes quelconques à

la place de signatures. Les moines n'ont pas dû avoir beaucoup de peine pour provoquer la conversion de gens qui ne suivaient aucun culte et qui, après leur adhésion à l'Eglise romaine « vécurent comme auparavant, sans faire aucun exercice religieux ¹ ».

Quelque temps avant la Révocation, les capucins de Limay demandèrent encore une fois la démolition du Temple, sous prétexte que les chants de Marot troublaient leur messe. Les Catholiques mirent tant de zèle à exécuter les instructions du clergé, que le Temple fut démoli avant même que l'ordre royal fut arrivé à Mantes. C'est ce qui résulte du procès-verbal qui se trouve à la Mairie et que nous donnons dans l'Appendice.

On trouve encore à Limay, sur le mur d'un jardin, cette inscription vénérable, qui sent son xvi^e siècle : « Rue du Prêche. » C'est le seul vestige du Temple.

Deux jours après la démolition du Temple de Limay, le samedi 27 octobre 1685, le subdélégué de l'Election se transporta avec des maçons et des charpentiers et accompagné des huissiers et des archers de la maréchaussée pour faire démolir le Temple d'Avernes. Dix jours après la Révocation il n'y avait plus de lieux de culte dans notre contrée.

Il y avait à Mantes une succursale du Séminaire des Sœurs de l'Union chrétienne de Paris dont le règlement fut fait par Bossuet. Elle fut en peu de temps remplie de nouvelles catholiques que la Cour y envoyait ².

Tous les Protestants mantais n'abjurèrent pas ou ne quittèrent pas leur ville pour aller en exil. Une demoiselle Dusquerque, apparemment des environs

¹ *Bulletin historique*, 1889, p. 553.

² Douen, ouv. cité, II, p.271.

de Mantes fut mise aux Nouvelles ¹ Catholiques à Paris par un ordre du 23 novembre 1685 en même temps que ses deux frères étaient conduits par l'intendant de Ménars aux Nouveaux Catholiques d'où ils s'évadèrent deux fois. De fréquentes évasions attestent que le régime de cette maison était insupportable et qu'on y accablait de mauvais traitements quiconque essayait de sauvegarder l'indépendance de sa conscience. En 1688 les deux frères Dusquerque et leur camarade de Fline, qui étaient demeurés deux ans et demi aux Nouveaux Catholiques, sans que les instructions, les sollicitations, les promesses et les menaces pussent entamer leur résolution, s'enfuirent et se réfugièrent au château de Houdan, où de Ménars alla les reprendre pour les ramener rue de Seine Saint-Victor, par ordres en date du 13 mars et du 24 avril 1688.

À peine rentrés au bercail détesté, ils s'enfuirent de nouveau et trouvèrent un asile dans la terre de Bosc-Roger, près Rouen. Le 13 mai, Seignelay ordonnait à l'intendant Feydeau de Brou de les arrêter et de les mettre en prison et le 25 juin de les tirer des prisons de Rouen pour les ramener aux Nouveaux Catholiques. Piqués d'honneur, les directeurs de la maison voulaient à toute force triompher de ces récalcitrants et montrer à ceux qui auraient été tentés de les imiter que la fuite était inutile puisqu'il fallait toujours retomber sous leur domination ².

Nous avons encore à signaler l'abjuration forcée d'un fonctionnaire de Mantes. On va voir de quelles ruses odieuses usaient les Catholiques. Le 14 décembre 1685, Seignelay fit venir dans son hôtel les prin-

¹ Douen, ouv. cité, III, p. 121.

² Ibid., II, p. 231.

cipaux négociants religieux de Paris, puis il fit fermer les portes et déclara que personne ne sortirait sans avoir signé qu'ils allaient se faire instruire et qu'ils se réuniraient bientôt à la religion catholique¹. Sous la pression du Secrétaire d'Etat les moins éloignés de l'abjuration ne s'y résignèrent que le plus tard possible. La Trémollière, receveur des tailles de Mantes, qui était un de ceux que Seignelay avait attirés dans son guet-apens signa le 15 janvier 1686².

Nous avons trouvé aussi à la mairie une curieuse lettre d'un maire de Mantes, Guillaume Lenoir, seigneur d'Hargeville, concernant une protestante de Beaulieu, hameau de la commune de Neauphlette, qui montre à quelle surveillance étaient soumis les Religionnaires qui avaient été forcés d'abjurer à la suite de la Révocation de l'Edit de Nantes. Leurs actions et leurs pensées étaient épiées et quand on avait la preuve de leur retour au Protestantisme, les agents du fisc le signalaient avec empressement et s'emparaient de leurs biens. Voici la lettre :

« Monseigneur,

» Je me suis informé avec beaucoup d'exactitude du contenu de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'crire en datte du 25 du courant (avril 1715), et pour en rendre conte à vostre Grandeur, je prendray la liberté de luy dire qu'il est vray, que damoiselle Anne de Renault de Beaulieu, qui estoit originairement de la religion prétendue réformée, dont elle avait fait cy-devant abjuration, estant morte dans sa maison de Beaulieu, paroisse de Neauflete, au mois d'aoust de l'année dernière 1714, relapse, sans avoir

¹ Douen, ouv. cité, II, p. 172.

² *Ibid.*, II, p. 178.

receu pendant sa maladie ny voulu recevoir aucuns des sacrements de l'Eglise et est enterrée dans son jardin et non en terre sainte, le curé ayant fait refus de la recevoir au nombre des fidelles ; il n'y a eu après son décès aucune plainte ny information, au sujet de la religion de cette damoiselle, etc.

» LENOIR,

» *Procureur du Roi au Présidial de Mantes.* »

Cette lettre avait pour but de signaler un oubli des dispositions fiscales des ordonnances.

Les moines qui avaient fait la mission de 1685, à Limay, avaient réussi, nous l'avons vu, à provoquer quelques abjurations parmi les Protestants, mais ils eurent bien peu d'influence sur le reste de la population. M. Grave¹ donne les curieux renseignements suivants sur l'état religieux de Limay soixante-seize ans après la Révocation de l'Edit de Nantes : Les Pères de la Mission étant venus à Limay en 1761 en faisant leur ronde afin de *convertir les habitants*, y restèrent environ six semaines *sans pouvoir rien gagner sur eux*. Ils commencèrent les prières le 30 novembre et confessaient aussi ceux qui voulaient, mais les Pères n'ont pas été importunés ; les habitants n'ayant pas l'usage de fréquenter les sacrements. Tout ce qu'ils ont pu faire de mieux, c'est la première communion aux enfants. Il y a loin, on le voit, de l'affirmation du P. Véron déclarant que les Protestants troublaient le culte catholique par leurs chants, ce culte devait être bien peu suivi avant la Révocation et la destruction du Temple.

¹ Grave, ouv. cité, p. 537.

CONCLUSION

Après une éclipse de deux siècles l'Eglise Réformée de France a reparu dans l'Election de Mantes. La paroisse a été reconstituée et le temple rebâti. Il n'est plus comme autrefois dans un lieu désert, mais dans un quartier fréquenté. Il a été inauguré le 22 juillet 1866 par M. le pasteur Grand Pierre, délégué du Consistoire de Paris, assisté de MM. les pasteurs Goulard de Mantes et Peyrat de St-Germain. En 1878 l'Eglise est devenue une paroisse officielle grâce aux démarches de M. le pasteur Elie Faure dont le souvenir restera gravé dans le cœur de tous les protestants fidèles de Mantes.

Nous avons esquissé bien imparfaitement l'histoire de l'Eglise Réformée de Mantes et arrivés à la fin de ce travail, nous sentons vivement notre faiblesse et nous regrettons que l'absence de documents nombreux ne nous ait pas permis de le donner plus complet. Mais une impression de reconnaissance envers Dieu se dégage pour nous de cette étude. Il a permis à notre église de relever les ruines que le fanatisme avait faites. Sans doute le nombre des protestants n'est pas encore aussi grand qu'il l'était avant la Révocation de l'Edit de Nantes, mais les descendants des Huguenots doivent conserver précieusement la foi qui leur a été transmise au prix de tant de souffrances. L'Eglise de Mantes peut retrouver l'éclat de son passé ; elle n'a pour cela qu'à se confier toujours plus entièrement en Celui qui a pitié des enfants à cause de la fidélité des pères.

APPENDICE

I. — Assemblée de ceux de la Religion prétendue Réformée en la ville de Mante mil cinq cens quatre vingts treize.

Extrait de la procédure faite par les depputez des églises resformées de ce Royaume assemblez à la ville de Mantes par le commandement de Sa Majesté.

Le lundy huitième jour de novembre mil cinq cens quatre vingts et treize a sept heures du matin les depputez des Eglises Resformées de France assemblez par le commandement de Sa Majesté en ceste ville de Mantes pour Luy présenter leurs très humbles requestes et supplications et pour le bien de son service, après l'invocation du nom de Dieu, ont en premier lieu esleu pour conduire l'action de la dite assemblée Monsieur Léonart, ministre de la Parolle de Dieu, l'un des depputez de la province de Poitou, Monsieur Péraud, ministre, l'un des depputez de la haute Guyenne et Quercy pour lui estre adjoient et Monsieur de Saint-Rhue Chalmot, l'un des depputez de Xaintonge Aunis et Angoumois pour rédiger par escript ce qui sera traicté en la dite assemblée.

Ce faict et après la lecture et examen des charges pouvoirs et procurations des dits depputez par eux représentez, réception et serment d'iceux ; a esté par ladite assemblée commencé à voir et examiner les cahiers et mémoires de chacun d'yceux depputez et vacquer sur tous les dictz cahiers et mémoires pour en dresser un seul général contenant les très humbles

Remontrances et suplications de Sa Majesté pour le bien des dites églises et aussy un autre cahier particulier consernans quelques particularités d'aucunes d'icelles provinces et pour ce faire continuer par chacun jour depuis le dit huitième novembre jusqu'au neuvième jour de décembre du dit an que yceux. Cahiers ont esté par achevez, arrestez et signez par les ditz depputez pour estre présentez à sa dite Majesté, contenant y celuy cahier général cent dix articles et le dit cahier particulier huit articles.

**II. — Cahier de Remontrance présenté au Roy
par ceux de la Religion prétendue Resfor-
mée, assemblez à Mante.**

8 Novembre 1593. Mante.

Au Roy,

Sire,

« Vos très humbles et très obéissants sujetz et servi-
» teurs les depputez des églises Resformées de vostre
» Royaume assemblez par le commandement de vostre
» Majesté en cette ville de Mante après avoir eu com-
» munication par la bouche de l'un de nos seigneurs de
» vostre Conseil des responses qu'ilz leur ont faictes
» sur le cahier de leurs remonstrances cy devant por-
» tées à vostre Majesté vous remontrent en toute
» humilité.

» Que combien que vostre Majesté receut leur ca-
» hier de leurs mains selon sa clémence et béninité
» accoustumée Il lui pleust leur déclarer de sa bouche
» l'intention et volonté qu'elle avoit de maintenir ses
» sujets d'une et d'autre Religion en bonne paix et
» union comme aussy ceux de la Religion de leur costé
» l'ont toujours désiré et protesté et qu'il n'y ayt point
» de plus ferme et asseuré fondement de la dite union
» que l'establisement d'une égallité bien reiglée entre
» vos diz sujetz. Il appert néantmoins que les dites
» responses en sont fort esloignées et l'innégallité toute
» évidente qui est la mère de toutes divisions, il en
» résulte beaucoup de grands et nombles inconvé-
» nients.

» Car premièrement nos diz seigneurs de vostre
» Conseil veulent restraindre les diz de nostre Reli-

» gion au pied de l'Edict de l'année mil cinq cens
» soixante dix sept lequel n'estant qu'un retransche-
» ment d'une juste et beaucoup plus grande liberté
» qui leur avoit esté accordée par les diz édicts précé-
» dentz basty sur un fondement qu'on prenoit lors
» que les diz de la Religion estoient rebelles puisque
» depuis il a pleu à Dieu justifier leurs armes et leur
» fidellité à la veue de tout le monde ne peut aucune-
» ment estre accommodée à l'Estat et au temps pré-
» sent qui ont receu un changement manifeste par
» les soulèvements de la Ligue et par les troubles
» qu'elle a apporté partout à l'occasion desquelz ce
» seroit exposer à un évident péril et hazard de leurs
» vies voz bons et fidelles sujets de la Religion de les
» astraindre a en aller rechercher l'exercice en des
» lieux esloignez des villes de leurs demeure.

L'expérience aussy a faict cognoistre que le dit Edict n'estoit aucunement propre pour assopir les troubles et tenir ce Royaume en paix et union, tellement que s'il est remis ce sera sans doute qu'il continuera de plus en plus de donner sujet de deffiance aux uns et d'insolence et audace aux autres pour entreprendre de les opprimer.

En apprés les responses sur le faict de la Religion sont telles que portant par exprez que la Religion Romaine sera restablie en toutes les villes mesme en icelles ou il y a peu ou point de personnes quy en fassent proffession néanmoins pour une innégalitéte du tout exhorbitante l'exercice de la Religion Réformée ne seroit permis en plusieurs villes de ce royaume où il y a grand nombre de ceux de la dite religion de façon qu'une bonne partie d'yceux demeureroient privez de l'exercice d'icelle par les restrictions ez maisons particullières et limitation du nombre des personnes estant y impossible qu'ilz puissent par ce moyen rece

voir justification et se trouver ensemble pour invoquer Dieu outre l'occasion que l'on prendroit de la ¹....

des recherches dont il pourroit advenir plusieurs inconveniens, mais surtout il est très certain que cette restriction de l'exercice de la Religion ouvre la porte à l'athéisme et par conséquent à l'infidellité et rebellion quy sont du tout incompatibles avec la profession de la Religion.

Et quant aux sépultures il n'est point remédié par les responses aux rigueurs et inconveniens que l'on a vu cy devant ains par ycelles vos diz sujets demeurent flétris de nottes d'infamie voire après leur déceds ne plus nemoins que s'ils avoient esté convaincus d'estre hérétiques, comme ils sont telz nommez et qualifiez par vos sujets rebelles ou s'ilz estoient indignes du nom et traitement de chrestiens soient que par ce moyen ilz seroient en certaines provinces privez de leurs droits féodaux et autres.

Il n'est pas non plus pourveu par les ditz responces à l'entretènement et immunité des pasteurs et cependant le commandement est fait aus diz de la Religion de payer les dismes et autres chozes aux ecclésiastiques Romains quy sont destineez à l'entretènement de ceux quy donnent instruction de la Parolle de Dieu et administrent les sacremens et les ouvertures qu'on leur a fait de bouche pour cet effect ne peuvent apporter aucun fruit estant les pretextes que l'on prend pour tenir cela secret et caché de tout nulz veu que le dit entretènement auroit été publiquement accordé par le feu Roy et confirmé par vostre Majesté

¹ Ici il y a des points de suspension dans l'acte.

et dont les diz de la Religion sont en possession en plusieurs provinces et en d'autres ils ont leurs provisions expédiées en bonne forme auxquelz tant s'en faut que l'on croye que vostre Majesté desroge que plustôt on s'assure qu'elle voudra estendre ce tant juste bénéfice du feu Roy et vostre à toutes les autres provinces de vostre dit Royaume il n'est aussy aucunement pourveu à la construction et établissement des collèges et à l'instruction de la jeunesse de ceux de la dite religion.

Pour toutes ces considérations et plusieurs autres très justes et très nécessaires, les dits depputez supplient très humblement Vostre Majesté leur octroyer leurs justes demandes et suplications contenues dans leur dit cahier et en faire expédier les provisions en bonne forme en facilitant aussy l'exécution par vostre autorité et à cette fin qu'estant a bon escient toute inégalité et autres marques de divisions entre vos sujets bannies une bonne paix et union y soient doresnavant entretenues et qu'aussy vos très humbles et très fidelles sujets de la Religion soient et tant plus accouragez par une favorable response sur leurs très justes demandes d'employer leurs vies et tous leurs moyens pour le service de vostre Majesté et continuent en plus de prier Dieu pour la prospérité, repos et conservation de vostre État et service de Vostre Majesté.

Signé : Léonard, dépputez du Poitou et ordonné par l'assemblée pour conduire l'action.

Chalmot, l'un des depputez et commis pour rédiger l'action par escript.

III. — Abjurations des protestants à Limay.

1683 7 novembre.

Cejourd'huy septiesme de Novembre a esté baptizé sous condition avec les cérémonies du baptesme Nicolas Broust aagé de soixante et six ans ou environ après avoir faict abjuration de lérésie et avoir esté absoubs par moy Curé suivant la permission qui m'en a esté donnée par Monsieur le grand vicaire de Ponthoïse en datte du vingt quatresme jour d'octobre mil six cens quatre vingt trois et a eu pour parain Maistre Jacques Bourgeois prêtre demeurant à Mante, la maraine damoiselle Cousin, présent vénérable et révérend père en Dieu père Joseph Jayac sous prieur des Célestin qui la instruict du ministère de nostre foy, de révérend père Touzé, procureur de la maison Célestin, de maistre Pierre Durant curé de Porcheville et de maistre de Lahaye bénéficiier en l'église de St Maclou et de plusieurs autres notables personnes.

(Suivent les signatures.)

1684 15 février.

Du dit jour à l'issue des vespres se sont présentés ès eglise de St Aubin de Limay, Abraham Colson, avecq ses deux enfans, Jacques et Nicolas, de y ce lieu, estant de la religion prétendue réformée, ont demandé à faire abjuration de lehrésie ce qui leur a esté octroyé par moy pbre curé du dit Limay et à l'instant ont fait leur abjuration, qui a esté légitimée en présence de vénérable et discrete personne Mr^e Reemond Desmoutiers pbre de la mission de St Lazare, qui a fait depuis la mission ès ycelle paroisse et de vénérable et discrete personne Mr Jullien de Tourny

pbre son compagnon, ayant pouvoir de Monsieur le Grand Vicair de Pontoise, leur a esté donnée l'absolution et réconciliés à l'église ès présence de Jaques Bourgeois pbre chanoine de l'église notre dame de Mante, Alain Roblaste, pbre, sous diacre de la dite église, Jean de la Guy pbre, bénéficiér de St Maclou, Pierre Rosse, vicair du dit Limay et plusieurs autres et ès présence et consentement du dit sieur Bouret curé du dit lieu.

(Suivent les signatures.)

Voici maintenant l'acte de baptême.

18 février.

Et le vendredi dix huitième du dit mois ont esté acomplies les cérémonies du baptême par le dit sr Desmoutiers, avecq la permission du dit sieur Bouret curé, Abraham, Jaques et Nicolas Colson, ont eu pour parrain et maraine à savoir : Le dit Abraham Colson, Mr Jean Vilneuve, procureur au bailliage de Mante, dame Jeanne Legoux femme de Jean Rabarre, marchand à Mante. Jaques Colson, Pierre Solices, marchand à Limay et Elizabez Duchesne et ledit Nicolas Colson, Jaques Aubin du dit Limay et damoiselle Anne David fille de Mr Irenée David, procureur au dit bailliage de Nirze? présidial du dit Mante es presence des sieurs Bouret, curé Bourgeois, Roblaste, de Lahaye pbtres du dit Mante.

1684 21 février.

Du vint et unième jour de feuvrier mille six cens quatre vint quatre Jean Buisson fils de Jacob Buisson et de feu Marie Thomas conjoincts de la ville de Jargeau, de la Religion prétendue réformée lequel

estant dans la compagnie de M^r de la Miraunière lieutenant colonel du régiment d'Anjou et séjournant à Mante ayant dit que depuis un temps considérable il avoit esté inspiré de se faire catholique s'est présenté à vénérable et discrete personne maistre Reemond des Mortiers prestre de la mission de St Lazare, Directeur de la Mission qui se fait aprésent en cette paroisse de Limay qui l'ayant interrogé et fait interroger par trois prestres différends la reconnu bien disposé et appelé de Dieu et a reçu son abjuration en présence des personnes soussignées.

Jean Buisson, Dumont, Desmortiers, Bourgeois, Bouret.

1685 9 novembre.

Aujourd'huy neufvième jour de Novembre mil six cens quatre vingt cinq se sont présentés en l'église de St Aubin de Limay devant nous Nicolas Bouret pbre curé de la dite paroisse, Nathanael de Labourde Andrée Benoist sa femme Pierre de Labourde et Elisabeth Auvache sa femme, Pierre Judie et Paul de Labourde enfans du dit Pierre et de la dite Auvache, Jean de Labourde, Anne Coursot sa femme Jean et Marguerite ses enfans, Magdeleine Foubert et Pierre Dorcelle assistez d'Isac Magdelaine et Alexandre Dorcelle ses enfans Jean Hanot et Jeanne Dortail sa femme et Anne Hanot leur fille, Nicolas Brous et Magdelaine Charpentier sa femme assistés de Marie Brous leur fille librement et portant forts de Magdelaine, Anne, Pierre, Jean et Suzanne Brous leurs enfans en bas aage, Simon Colson et Magdelaine Auvache sa femme assistés de Simon, Anne Colson de chacun lesditz Simon Colson et sa femme eux fai-

sant fort de Jean, Justine et Nicolle Colson, enfans en bas aage, Magdelaine Brous,

Tous lesquelles sus nommés en présence de maître Pierre Rosse pbre, vicaire du dit Limay, Anthoine Grimon, clerc de icelle paroisse, Pierre Groux, Jean Lucas marguillier, Anthoine Savant Procureur, Pierre Solvieu marchand d'Ent à Limay de plusieurs autres hab. de ceste paroisse Nous ont requis les vouloir recevoir à faire profession de la religion catholique, etc.

(Suivent les signatures.)

1685, 22 novembre.

Aujourd'huy, 22^e de dit mois sont comparus devant nous ptre curé de Saint-Aubin de Limay en ycelle église René Auvache, Nicole du Thillé, sa femme, René Auvache son fils, Jeanne Auvache et Marie Auvache, Elisabeth, Paul, Anne ses enfans, Jacques Auvache, Rachel Jääro sa femme, Magdeleine Auvache et Marie Anne Auvache leurs enfans, Justine Auvache veufve de deffund Daniel Yon, Marthe Auvache femme d'Abraham Colson, Rachel Auvache fille de deffund Jacques Auvache tous lesquels dessus nommés en présence de Révérend père en Dieu père Joseph Jayac sous prieur des Célestins les Mante, Messire Pierre Rosse vicaire, Anthoine Grimon clerc a la dite paroisse, René Houillier, Nicolas Maleure, Pierre Groult, Jean Lucas marguilliers et de plusieurs autres habitans de ceste paroisse, nous ont requis les vouloir récevoir à faire profession de la religion catholique apostolique et romaine en laquelle ils désirent vivre et mourir et leur vouloir donner acte de la déclaration qu'ils font qu'ils renoncent à la religion prétendue réformée ayant reconnu faulce

icelle religion calvinienne et la vérité de la religion catholique a quoy nous les avons reçeu et en exécution avons célébré la Sainte Messe à laquelle ils ont assisté comme catholiques apostoliques et romains en présence des tesmoins et habitans ci-dessus nommés et ont signé au bas des présentes.

Renan Onache; P. Joseph Jayac sous prieur des p. p. Célestin les Mante; Marthe † Auvache; Jacques Auvache; Justine † Auvache; Rachel † Auvache; Pierre Groult; Nicolle † du Thillé; Rachel Jääro; Bouret; Grinon; frère Jean Vollant; Jeanne † Auvache; R. Houillier,

1685, 27 novembre.

Du 27^e dudit mois sont comparus devant nous ptre curé de Saint-Aubin de Limay en ycelle église :

Philippe Colson, Pierre Colson, Anne Cassé sa femme, Pierre et Gaspart Colson leurs enfants, Jean Dorcelle, Jacques et Abraham Dorcelle tous frères et Marie Delabourde femme de Jean Tiercelin demeurant à Pheuteuille, Marguerrite Auvache fille de deffunct Isaac Auvache tous lesquelles dessus nommés en présence de Messire Pierre Rosse vicair de la ditte paroisse, Anthoine Grinon clerg, Jacques Courat, Pierre Roze et de plusieurs autres habitans de ceste paroisse, Nous ont requis les vouloir recevoir à faire profession de religion catholique apostolique et romaine en laquelle ils désirent vivre et recevoir et leur vouloir donner acte de la déclaration qu'ils font qu'ils renoncent à la religion prétendue réformée ayant recongnu faulce icelle religion calvinienne et la vérité de la religion catholique à quoy nous les avons receu et en exécution avons célébré la Sainte Messe à laquelle ils ont assisté comme catholiques apostoliques

et romains en présence des tesmoins et habitans ci-dessus nommés et ont signé au bas des présentes.

Philippe Colson ; J. Dorcelle ; J. Dorcelle ; A. Dorcelle ; Gaspar Colson ; Marguerite Auvache ; Bouret ; Vollet ; A. Grinon ; Roze ; Colson ; Pierre Colson ; Marie de Labourde ; Anne Cassé ; Jacques Courat.

1686, 24 janvier.

Aujourd'huy se sont présentez Marie Ogril femme d'Estienne de Labourde aagée de soixante et dix neuf ans accompagnée de son petit-fils Samuel Nirelin aagé de vingt deux ans, iceux pour faire profession de la foy catholique apostolique et romaine et abjurer l'hérésie de Calvin, ce qu'ils ont fait ès église de Limay entre les mains de vénérable et discrète personne Michel de Jalius ptre, docteur en Sorbonne, assisté de Maître Jean-Baptiste Lefaire, curé de Vaux du diocèse de ? envoyé par Monsieur le grand vicaire de Ponthoise.

Faitte ce jour vingt quatrième de janvier mil six cens quatre vingt six en présence de Nicole Bouret, de François Condier ptre chanoine, Maître Pierre Rosse, bénéficié de Limay.

IV. — Instructions et mémoires pour la démolition du presche de Limay, fauxbourg de la ville de Mantes.

Conformément à l'édict de Nantes, aux déclarations de nos Roys et aux arrests du privé Conseil donnez en divers temps, toute la noblesse du pays, tous les habitans et le clergé de la ville de Mantes et toutes les communautés religieuses ont présenté requeste à Monsieur de Champigni intendant dans la province de Normandie et député de Sa Majesté pour cet effect, demandent que le presche de Limay soit démoli pour la consolation de tous les bons catholiques et que l'arrest qui a esté donné au Conseil privé l'an 1640 pour la démolition du dit presche de Limay, à l'instance du père Verron, sorte à présent son effect, dont l'ordre en auroit esté envoyé au sieur lieutenant particulier au bailliage de Fege? présidial audit Mantes et Nicolas du Clos huissier audit bailliage et fust la signification au sieur et dame de Bantelu de la religion prétendue réformée, où se retire le ministre selon les pièces qui se voyent, ledit arrest auroit esté alors exécuté n'eust esté l'entreprise trop précipitée des lavgnats? de Messieurs du Clergé de France qui pour lors estoit à Mantes, lesquels ayans mis le feu audit presche pour ne pas causer de nouveaux troubles dans les temps de la guerre où le mareschal de la Force et le mareschal de Chastillon religionnaire, ayans crédit et commandement ceste exécution fut remise et cest arrest renvoyé au R. p. Véron, lequel arrest s'est trouvé brulé parmy ses autres papiers par un accident inopiné, mais pour demeurer aux preuves positives par le témoignage des plus anciens du fauxbourg de Limay que nous produisons,

ledit presche a esté basti longtemps après l'édict de Nantes si auparavant il s'est faict quelque service de la R. P. R. ce n'a pas été en public ni au son de cloche mais seulement dans quelque mazure ou grange à l'extrémité de ce fauxbourg et fort loin de la ville et par conséquent sans autorité sans commissaire députez de Sa Majesté pour cet effect, sur quoy ils sont obligez de faire voir les originaux de leurs titres pour leur établissement enregistrez au greffe du bailliage du dit Mante et la Commission donnée aux députez de Sa Majesté ce qu'ils ne peuvent faire voir, ledit presche ayant esté seulement basti par l'autorité de Mons^r de Sully religionnaire qui usant de sa fortune sous Henri quatre, dont il estoit favory, a favorisé ceux de son parti en cas qu'ils produisent quelques anciens baptistaires quelques mariages ou autres petites preuves ils doivent faire voir la Commission du Roy et le pouvoir de leur établissement enregistré au greffe, en originaux et non par copies collationnées et que l'on peut débattre de faux, par ce que les baptêmes et mariages se peuvent faire en passant et ne sont pas preuves positives et en cas qu'ils fassent voir le contrat d'achapt du fief où ils ont basti ledit presche nous maintenons fondez sur l'article 90 de l'édict de Nante que cet achapt est nul, s'estant faict sous l'autorité de Mons^r le duc de Sully, sous qui tout le pays trembloist, à qui personne n'osoit contredire, portant ces termes, les acquisitions que ceux de la R. P. R. auront faicte par autorité d'autres que des Roys nos prédécesseurs pour les fiefs ou immeubles appartenans à l'église et aux seigneurs catholiques n'auront aucun effect, ainsi voulons que sans délai ils rentrent dans leurs possessions, à cet effect nous produisons les Requestes des seigneurs dudit lieu celle de Mons^r

d'Amonvillié sieur de Limay, seigneur catholique du fief dans lequel est basti ce presche et celle du Chapitre Royal de Mante seigneurs dominans dudit fief et pour appuyer nostre demande nous produisons l'arrest contradictoire donné dans la chambre de l'esdict en 1639 par lequel il est dict que ceux de la R. P. R. ne pourront faire exercice de leur religion dans la paroisse de Chaume en Poitou à cause que le marquis de Royan y estoit catholique et haut justicier, outre cet arrest l'art. 8 de l'édict de Nante porte ces termes, ès maisons des fiefs des seigneurs religieux n'y pourront faire l'exercice de leur dite religion s'ils ne sont hauts justiciers ou ayans fief de haubert de ce que pour leurs familles seulement pourveu que ces presches ne soient dans les villes bourgs ou villages appartenans aux seigneurs catholiques auquel cas ne pourront sans permission des seigneurs faire l'exercice de leur religion, ce qu'ils ne peuvent faire voir, les requestes des seigneurs dudit lieu justifiant le contraire, s'ils allèguent que le Roy est le seigneur haut justicier ils doivent faire apparoir de la permission du Roy pour leur établissement et sur ce qu'ils se fondent des deux lieux accordez par l'édict de Nante à chacun bailliage cela s'entend des grands bailliages et où le nombre des religieux est grand et non des petits bailliages comme celui de Mantes qui est le plus petit bailliage de France, où il n'y a qu'une poignée de religieux suivant la déclaration du Roy pour la réduction du S^r Mareschal de la Chastre où il n'est accordé qu'un seul lieu en chacun des bailliages d'Orléans et de Bourges et plusieurs autres bailliages de bien plus grande estendue que celluy de Mantes et où il y a beaucoup plus grand nombre de religieux sauf aux seigneurs hauts justiciers ou ayans fief de

haubert de faire le presche dans leurs maisons pour leurs familles, si bien qu'ayans le presche d'Avergne, à deux lieües de Limay; de Bantelu maison d'un seigneur religionnaire où se retire le ministre proche dudit Avergne et à trois lieües de Mante dans laquelle ville de Mante n'y ayant pas un seul religionnaire dans toute la campagne que deux gentilshommes les sieurs de Bantelu et Villers non encore mariez et peu affermis dans leur dite religion dans ledit fauxbourg de Limay où est basti ledit presche de quatre cens feux ny ayans que 10 ou 12 familles religionnaires la plupart boutonniers et menuisiers à loyer de maison lesquels ayans le presche d'Avergne dans le lieu du sieur de Bantelu ne peuvent pas conserver un presche aux portes de Mante et au milieu de tant de catholiques de plus quand l'édict de Nante parle de deux lieux accordez en chacun bailiage c'est à condition que ces lieux ne soient pas dans des seigneureries appartenantes aux ecclésiastiques et seigneurs catholiques auquel cas le second lieu n'est accordé le Roy les ayans de grâce spéciale exceptez par l'art. onzième dudit Edict de Nante de plus où il n'y a point de résidence de ministre on n'y peut faire l'exercice de la R. P. R. donc le presche doit estre démoly conformément à l'arrest du Conseil privé du 20^e juin 1636 par nous produit où il est fait deffences aux ministres de faire le presche hors des lieux où ils font résidence sous peine de prison et de punition corporelle comme perturbateurs du repos public par le certificat des plus anciens de Limay par nous produit il paroist qu'il y a presque quarante ans que le ministre n'a faist aucune résidence dans Limay, par un autre arrest du Conseil privé du 21^e avril 1637 il est faist deffences expresses à toutes personnes de la R. P. R. de faire le presche et exercice

de leur religion en public si ce n'est en présence d'un ministre et dans les lieux où il peut résider et par le certificat des plus anciens habitans de Limay par nous produit il apparoît que le ministre qui faist sa résidence audit Bantelu a trois lieües dudit Limay ne vient audit Limay qu'une fois ou deux fois le mois et que le plus souvent un menuisier ou un jardinier s'ingère contre la volonté de nos Roys de faire les dimanches dans ledit presche l'exercice public de leur religion ce ne peut estre un lieu de résidence tant à cause de la paucité et pauvreté de ces réfugiez lesquels n'estans pas originaires du lieu et n'y ayans pas leur demeure arrestée la résidence selon leur constitution mesme ne peut s'y faire suivant ledit arrest du 20^e juin 1636 et les art. 7 et 8^e de l'édict de Nante.

Sous prétexte que plusieurs personnes faisant profession de la R. P. R. se sont establies en plusieurs lieux, bourgs ou villages dont ils ne sont pas originaires se donnent la licence de faire l'exercice public de leur religion les seigneurs n'y residans pas ny personnes considérables en faveur de qui ces seconds lieux ont esté accordez il est faist deffences à qui que ce soit de ces gens réfugiez de faire l'exercice public sinon dans les maisons des seigneurs religionnaires en faveur de qui ces grâces ont esté données. Si bien que dans le fauxbourg de Limay n'y ayans aucun seigneur religionnaire ny dans la ville de Mante ny dans la banlieue d'icelle mais seulement ces estrangers habitez de petite estoffe sans seigneurs résidens sans ministres présens doivent estre contraincts pour la consolation des bons catholiques à démolir leur presche. En cas de deux lieux accordez à chacun bailliage selon l'édict de Nantes ces presches des lieux ne pourront estre qu'ès environs des villes... et hors de

la banlieue, voicy les termes de l'arrest de 1577 et pour oster toute ambiguité qui peut naistre sur le mot d'environ les villes ; déclare sa signification entendre hors de la banlieue selon que nous voyons à Paris dont Mante estant du ressort doit avoir le même privilège. Le plan du presche de Limay par nous produit fait assez cognoistre qu'il est proche des portes de la ville au milieu de trois églises et si proche de celle des Capucins de la paroisse dudit fauxbourg que le chant de Marot trouble l'office des bons pères capucins et encore davantage le chant de ladite paroisse.

Vous ferez en sorte que par vos soins et poursuites monsieur l'intendant fasse réflexion sur ces puissantes raisons et autres que vous lui pouvez produire sur le zèle de R. P. Anate de Madame de Sully et de tant de personnes de condition qui secondent notre zèle afin qu'il donne la joye et le repos à toute la province et à tant de bons catholiques qui soupirent il y a longtemps après la démolition de ce temple et qu'ils n'ayent pas le regret de voir aux portes de Paris ou de leur ville si catholique triompher l'hérésie dans l'opiniâtreté de dix ou douze maisons de gens refugiez la pluspart jardiniers, boutonnières ou menuisiers, à loyer de maison et que ces gens-là qui ont pris avantage du temps des guerres n'abusent plus davantage de la trop grande bonté de nos Roys. C'est ce que tous nous espérons par le zèle de monsieur l'intendant ou par vos diligences et vos soins si vous avez besoin encor de quelques autres pièces pour appuyer nostre juste demande nous tascherons d'y satisfaire.

Archives Nationales, TT 251.

Il y a dans le même casier cette autre lettre, également sans signature, ni date.

Il plaira à Monseigneur de la Vrillière Donner une lettre de cachet adressante à M. de Champigny, intendant de Normandie, pour procéder à la destruction d'un presche d'huguenots situé aux faubourgs de la ville de Mantes. Ce presche a esté basti par un particulier depuis l'édict de Nantes, dans un champ appartenant aux Chanoines de Mantes et comme il n'y a plus que cinq ou six paysans qui le fréquentent, tous les gentils hommes estans morts on a résolu de le faire abattre, veü qu'il a esté basti contre les ordonnances et règlements du dit Edict.

Archives Nationales, TT 251.

V. — Procès-verbal de la démolition du Temple de Limay

Du jeudy premier novembre Jo^r de Toussainz mil-
six-cens-quatre-vingt-cinq.

Dud. jour.

A esté aporté sur le bureau, par le distributeur des lettres de cette ville, un paquet a Nous adressant, de la part de Monsieur le Marquis de Cœuvres, gouverneur de l'Isle de France,¹ dans lequel Nous avons trouvé un Edit du Roy portant déffense de f^e aucun exercice publicq de la R. P. R. dans son royaume, enregistré en la Chambre des Vaccations le 22^e octobre dernier avecq une lettre de Sa Majesté, adressante à Monsieur le marquis de Cœuvres en datte du 18^e du d. mois et an et une autre dud. sieur Marquis de Cœuvres pour Nous du 27^e du d. mois, portant entre autre chose que pour l'exécution dud. Edit, Nous eussions à faire demollir incessamment les temples des huguenotz qui se rencontreroient dans nostre resort et empescher que les relligionnaires sortent des terres et seigneuries de l'obéissance de sa Majesté et d'envoyer aud. sieur Marquis de Cœuvres un Estat des noms des Ministres et desd. relligionnaires et de leur profession.

En exécution de quoy, Nous maire et eschevins soubse^z avecq le procureur de Ville et nostre greffier, Nous sommes transportez au village de Limay scitué au bout du pont de ceste ville sur le lieu et endroit où estoit scitué le temple de ceux de la R. P. R. lequel

¹ François Annibal d'Esthées, 3^e du nom, duc d'Esthées, pair de France marquis de Cœuvres etc., mort en 1698.

avons trouvé desmoly par les ordres de Monseigneur de Menars Intendant en la généralité de Paris et les matereaux sur les lieux consistans en six thoises de pierre et moislon ou environ, deux poutres de vingt pieds de long. Les chevrons, fermes et pilles montans de la couverture, resserrés chez Claude Pinard fils de Jacques, proche voisin, avecq la chaire du Ministre, vitres bancqs, bantelles, table, une porte et un cadre ou estoient jadis les commandemens de Dieu, et deux contrevents, chez la V^e Marie Dupré, aussy proche voisine, dix milliers de thuilles ou environ. Plus avons remarqué une belle tombe six à sept pieds de long sur trois pieds de large, avecq cette inscription : Cy gisent en attendant la résurrection, dame Eslizabeth Dumenil en son vivant f^e de messire Louis de Chaumont, chevallier, Seigneur d'Artieulle, de judith de Chaumont, sa fille, en son vivant femme de messire Jacques Stuart, chevallier Seigneur de Vesine et de Sanius, qui n'a voullu estre séparée après sa mort de celle dont elle n'avoit esté séparée pendant sa vie. Ensuite le mémoire des Noms et estats des Relligionnaires demeurans dans led. village de Limay. (Nous les avons donnés page 42).

Pour estre ce que dessus, envoyé incessamment à Mond-seigneur le marquis de Cœuvres, conformément aux ordres par luy adressant à cet hostel de ville.

Bouret maire, Eust. Hua, Rabarre, Demorienecourt, Valhonne.

Vu :

Le Président de la soutenance,
G. BONET-MAURY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Théologie,
A. SABATIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Université de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9

CHAPITRE I

La Réforme dans le comté de Mantes.....	11
---	----

CHAPITRE II

Mantes sous Henri IV	20
----------------------------	----

CHAPITRE III

Le temple et les pasteurs.....	30
--------------------------------	----

CHAPITRE IV

La Persécution et la Révocation de l'Edit de Nantes dans le Comté de Mantes.....	35
---	----

CONCLUSION.....	48
-----------------	----

APPENDICE

I. — Cahier des Remontrances de l'Assemblée de 1593.....	49
II. — Requête présentée par l'Assemblée.....	51
III. — Abjurations.....	55
IV. — Instructions pour la démolition du prêche..	61
V. — Procès-verbal de la démolition.....	68

CAHORS, IMPRIMERIE A. COUESLANT

